

F. 89 — 2123

12 JUILLET 1989. — Arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale déterminant la composition et le fonctionnement des cabinets des membres de l'Exécutif régional de Bruxelles-Capitale et des Secrétaires d'Etat régionaux

L'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment les articles 68 et 83;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment les articles 36 et 38;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, notamment l'article 3;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité d'assurer sans délai le fonctionnement de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale,

Arrête :

SECTION 1. — Disposition générale

Article 1er. Chaque membre de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale et chaque Secrétaire d'Etat régional dispose d'un cabinet.

SECTION 2. — Attributions et compositions

Art. 2. § 1er. Les attributions de chaque cabinet des membres de l'Exécutif concernent : les affaires susceptibles d'influencer la politique générale de l'Exécutif ou les travaux du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale; les recherches et les études propres à faciliter le travail personnel du membre de l'exécutif; la présentation des dossiers de l'administration, éventuellement le secrétariat de l'Exécutif, la réception et l'ouverture de son courrier personnel, sa correspondance particulière, les demandes d'audience, la revue de presse.

§ 2. Les attributions de chaque cabinet des Secrétaires d'Etat régionaux concernent : les recherches et les études propres à faciliter le travail personnel du Secrétaire d'Etat, la présentation des dossiers de l'administration, la réception et l'ouverture de son courrier personnel, sa correspondance particulière, les demandes d'audience, la revue de presse.

Art. 3. § 1er. Le Cabinet d'un Ministre ne peut comprendre plus de 8 membres, répartis comme suit :

- un directeur de cabinet;
- un directeur de cabinet adjoint;
- trois conseillers ou chargés de mission;
- trois attachés dont, éventuellement, un secrétaire de Cabinet et un secrétaire particulier.

§ 2. Pour la politique générale et pour des missions liées à l'exercice de la Présidence, le Ministre-Président peut adjoindre à son cabinet les membres suivants :

- un directeur de cabinet adjoint;
- deux conseillers ou chargés de mission;
- trois attachés dont, éventuellement, un secrétaire de cabinet et/ou un secrétaire particulier.

§ 3. Le Ministre-Président et le membre de l'autre groupe linguistique de l'Exécutif régional qui exercent les compétences prévues à l'article 31, § 1er, de la loi du 9 août 1980 modifié par la loi du 16 juin 1989, peuvent adjoindre à leur cabinet deux membres supplémentaires, soit un conseiller et un attaché.

Art. 4. Le cabinet d'un Secrétaire d'Etat ne peut comprendre plus de quatre membres, répartis comme suit :

- un directeur de cabinet;
- deux conseillers ou chargés de mission;
- un attaché.

N. 89 — 2123

12 JULI 1989. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve tot vaststelling van de samenstelling en de werking van de kabinetten van de leden van de Executieve van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest en van de Gewestelijke Staatssecretarissen

De Brusselse Hoofdstedelijke Executieve,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, inzonderheid artikelen 68 en 83;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen;

Gelet op de gecoördineerde wetten op de Raad van State, inzonderheid artikel 3;

Gelet op de dringende noodzaak;

Overwegende dat het nodig is de werking van de Executieve van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest onverwijld te verzekeren,

Besluit :

AFDELING 1. — Algemene bepaling

Artikel 1. Elk lid van de Executieve van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest en elke gewestelijke Staatssecretaris beschikt over een Kabinet.

AFDELING 2. — Bevoegdheden en samenstellingen

Art. 2. § 1. De bevoegdheden van elk kabinet van de leden van de Executieve betreffen : de aangelegenheden die het algemeen beleid van de Executieve of de werkzaamheden van de Raad van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest kunnen beïnvloeden; de opzoekingen en de studies van aard het persoonlijk werk van het lid van de Executieve te vergemakkelijken; het voorleggen van de dossiers van de administratie, eventueel het Secretariaat van de Executieve, het in ontvangst nemen en openen van zijn persoonlijke briefwisseling, zijn privé correspondentie, de verzoeken tot audiëntie, het persoverzicht.

§ 2. De bevoegdheden van elk Kabinet van de gewestelijke Staatssecretarissen betreffen : de opzoekingen en de studies van aard het persoonlijk werk van de Staatssecretaris te vergemakkelijken, het voorleggen van de dossiers van de administratie, het in ontvangst nemen en openen van zijn persoonlijke briefwisseling, zijn privé correspondentie, de verzoeken tot audiëntie, het persoverzicht.

Art. 3. § 1. Het kabinet van een Minister mag niet meer dan 8 leden omvatten, verdeeld als volgt :

- een kabinetschef;
- een adjunct-kabinetschef;
- drie adviseurs of opdrachthouders;
- drie attachés waarvan, eventueel, een kabinetssecretaris en een privé-secretaris.

§ 2. Voor het algemeen beleid en voor opdrachten verbonden aan de uitoefening van het voorzitterschap, kan de Minister-Voorzitter aan zijn kabinet volgende leden toevoegen :

- een adjunct-kabinetschef;
- twee adviseurs of opdrachthouders;
- drie attachés waarvan, eventueel, een kabinetssecretaris en/of een privé-secretaris;

§ 3. De Minister-Voorzitter en het lid van de andere taalgroep van de Gewestexecutieve die de bij artikel 31, § 1 van de wet van 9 augustus 1980, gewijzigd bij de wet van 16 juni 1989 voorziene bevoegdheden uitoefenen, kunnen aan hun kabinet twee bijkomende leden toevoegen, hetzij een adviseur en een attaché.

Art. 4. Het kabinet van een Staatssecretaris mag niet meer dan vier leden omvatten verdeeld als volgt :

- een kabinetschef;
- twee adviseurs of opdrachthouders;
- een attaché.

Art. 5. § 1er. Pour les travaux d'exécution, le Cabinet d'un Ministre ne peut comprendre plus de 33 agents, y compris les huissiers, les chauffeurs, les téléphonistes et les ouvriers. Pour ces mêmes fonctions, le Cabinet d'un Secrétaire d'Etat ne peut comprendre plus de 16 agents.

§ 2. Le cabinet du Ministre-Président peut, en outre, comprendre 10 agents supplémentaires pour les travaux d'exécution relatifs à la politique générale et aux missions liées à l'exercice de la Présidence.

§ 3. Dans les cas visés à l'article 3, § 3, un membre de l'Exécutif peut, en outre, adjoindre à son cabinet trois agents plein temps et un agent mi-temps pour les travaux d'exécution.

§ 4. Lorsque l'entretien des locaux n'est pas confié à une firme privée, le personnel d'entretien peut être recruté à titre de personnel contractuel ou de personnel placé en congé de services publics, pour mission d'intérêt général, à charge des services généraux de l'administration et mis à la disposition de l'Exécutif. Cette disposition est prise de l'accord du Ministre-Président et du Ministre qui a le budget dans ses attributions. Il est accordé aux contractuels concernés un traitement allant de 177 817 francs à 210 559 francs à 100 %, majoré des années d'ancienneté réelle des intéressés.

§ 5. Le « Centre d'Informatique pour la Région bruxelloise » met à la disposition de l'Exécutif son matériel informatique, de télécommunications et de photocopies. Il en assure la maintenance.

§ 6. Les services généraux de l'administration mettent à la disposition de l'Exécutif, en qualité de contractuels ou en qualité de personnel placé en congé de services publics, pour mission d'intérêt général, des interprètes et traducteurs nécessaires au fonctionnement de l'Exécutif et à la transmission des pièces dans les deux langues nationales. Il est accordé aux personnes engagées comme traducteurs un traitement allant de 278 399 francs à 436 932 francs à 100 %, majoré des années d'ancienneté réelle des intéressés.

Il est accordé aux personnes engagées comme interprètes un traitement allant de 373 968 francs à 583 848 francs à 100 %, majoré des années d'ancienneté réelle des intéressés. Toutefois, selon ses besoins, l'Exécutif peut faire appel à une firme privée pour bénéficier des services d'interprètes. En ce cas, le contrat de louage de service mentionnera le prix des prestations horaires, à charge des services généraux de l'administration.

Cette disposition est prise de l'accord du Ministre-Président et du Ministre qui a le budget et la Fonction publique régionale dans ses attributions.

§ 7. Lorsque les bâtiments occupés par les membres de l'Exécutif ne sont pas la propriété de la Région, les services généraux de l'administration mettent à la disposition de l'Exécutif, à charge de leur budget, les locaux nécessaires à son fonctionnement.

Cette disposition est prise de l'accord du Ministre-Président et du Ministre qui a les Travaux publics dans ses attributions.

§ 8. Afin d'assurer la notification, le traitement, le suivi administratif et l'archivage des délibérations de l'Exécutif, les services généraux de l'administration mettent à la disposition de l'Exécutif, à charge de leur budget, du personnel contractuel ou du personnel mis en congé de services publics pour mission d'intérêt général. Il est accordé au personnel concerné un traitement allant de 278 399 francs à 436 932 francs à 100 %, majoré des années d'ancienneté réelle des intéressés.

Cette disposition est prise de l'accord du Ministre-Président et du Ministre qui a le budget régional dans ses attributions.

Art. 6. Ne peuvent faire partie du personnel visé à l'article 5, §§ 1er à 4 ci-dessus, les agents de l'Etat, d'une Communauté ou d'une Région appartenant au niveau 1, rang 10 excepté. Cette mesure s'applique dans les mêmes limites aux titulaires de grades équivalents appartenant aux autres services publics, aux organismes d'intérêt public ou aux établissements d'enseignement subventionnés.

Art. 7. Les membres du personnel des services publics, des organismes d'intérêt public ou des établissements d'enseignement subventionnés, appelés à faire partie d'un Cabinet, ne peuvent rester en fonction dans leur emploi ni continuer à en exercer les attributions. Toutefois, ils participent à l'avancement dans leur administration et y reprennent leur emploi à la fin de leur mission.

Art. 5. § 1. Voor de uitvoeringstaken, mag het kabinet van een Minister niet meer dan 33 personeelsleden omvatten, daarin begrepen de bodes, de chauffeurs, de telefonisten en de werklieden. Voor diezelfde taken mag het kabinet van een Staatssecretaris niet meer dan 16 personeelsleden omvatten.

§ 2. Het kabinet van de Minister-Voorzitter mag, daarenboven, 10 bijkomende personeelsleden omvatten voor uitvoeringstaken in verband met het algemeen beleid en de opdrachten verbonden aan de uitoefening van het voorzitterschap.

§ 3. In de bij artikel 3, § 3 bedoelde gevallen, kan een lid van de Executieve daarenboven aan zijn kabinet drie voltijdse personeelsleden en een halftijdse personeelslid toevoegen voor uitvoeringstaken.

§ 4. Wanneer het onderhoud van de lokalen niet toevertrouwd is aan een privé firma, mag het onderhoudspersoneel worden aangeworven als contractueel personeel of als personeel met verlof van openbare diensten, voor een opdracht van algemeen belang, ten laste van de algemene diensten van de administratie en ter beschikking gesteld van de Executieve. Deze schikking wordt getroffen met het akkoord van de Minister-Voorzitter en van de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort. Aan de betrokken contractuelen wordt een wedde toegekend van 177 817 frank tot 210 559 F tegen 100 %, verhoogd met de werkelijke jaren anciënniteit van de betrokkenen.

§ 5. Het « Centrum voor Informatica voor het Brussels Gewest » stelt zijn materiaal met betrekking tot informatica, televerbindingen en fotocopies ter beschikking van de Executieve. Het verzekert er het onderhoud van.

§ 6. De algemene diensten van de administratie stellen als contractuelen of als personeel met verlof van openbare diensten, voor een opdracht van algemeen belang, de voor de werking van de Executieve en voor het overmaken van de stukken in de beide landstalen noodzakelijke tolken en vertalers ter beschikking van de Executieve. Aan de als vertalers aangeworven personen wordt een wedde toegekend van 278 399 frank tot 436 932 frank tegen 100 % verhoogd met de werkelijke jaren anciënniteit van de betrokkenen.

Aan de als tolken aangeworven personen wordt een wedde toegekend van 373 968 frank tot 583 848 frank tegen 100 %, verhoogd met de werkelijke jaren anciënniteit van de betrokkenen. Naargelang van de behoeften kan de Executieve evenwel een beroep doen op een privé firma om van de diensten van tolken gebruik te maken. In dat geval wordt in het dienstuurcontract de prijs van de uurprestaties ten laste van de algemene diensten van de administratie vermeld.

Deze schikking wordt getroffen met het akkoord van de Minister-Voorzitter en van de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting en het gewestelijk Openbaar Ambt behoort.

§ 7. Wanneer de door de leden van de Executieve bezette gebouwen geen eigendom zijn van het Gewest stellen de algemene diensten van de administratie, ten laste van hun begroting, de voor de werking noodzakelijke gebouwen ter beschikking van de Executieve.

Deze schikking wordt getroffen met het akkoord van de Minister-Voorzitter en van de Minister tot wiens bevoegdheid Openbare Werken behoort.

§ 8. Ten einde de betekening, de beharideling, de administratieve opvolging en het archiveren van de beraadslagingen van de Executieve te verzekeren, stellen de algemene diensten van de administratie, ten laste van hun begroting, contractueel personeel of personeel met verlof van openbare diensten voor een opdracht van het algemeen belang ter beschikking van de Executieve. Aan het betrokken personeel wordt een wedde toegekend van 278 399 frank tot 436 932 frank tegen 100 %, verhoogd met de werkelijke jaren anciënniteit van de betrokkenen.

Deze schikking wordt getroffen met het akkoord van de Minister-Voorzitter en van de Minister tot wiens bevoegdheid de gewestelijke begroting behoort.

Art. 6. Mogen geen deel uitmaken van het bij artikel 5, § 1 tot 4 hierboven bedoelde personeel, de ambtenaren van het Rijk, van een Gemeenschap of van een Gewest die behoren tot niveau 1, rang 10 uitgezonderd. Deze maatregel geldt in dezelfde mate voor de houders van gelijkwaardige graden en die behoren tot de andere openbare diensten, de instellingen van openbaar nut en de gesubsidieerde onderwijsinstellingen.

Art. 7. De leden van het personeel van de openbare diensten, de instellingen van openbaar nut of de gesubsidieerde onderwijsinstellingen die in een kabinet worden opgenomen, kunnen hun functie niet verder blijven uitoefenen noch er de bevoegdheden van waarnemen. Zij komen evenwel in aanmerking voor bevordering in hun administratie en nemen hun functie weer op bij het einde van hun opdracht.

SECTION 3. — *Nominations et fonctionnement*

Art. 8. Les membres et agents du Cabinet sont nommés par le membre de l'Exécutif ou le Secrétaire d'Etat concerné.

Les arrêtés ministériels portant nomination des membres et agents du cabinet des Secrétaires d'Etat régionaux sont soumis à la double signature du Secrétaire d'Etat concerné et du Ministre auquel il est adjoint.

Art. 9. § 1er. Le directeur de cabinet communique les instructions et les ordres de service du membre de l'Exécutif ou du Secrétaire d'Etat, par la voie hiérarchique. En cas d'urgence, il peut déroger à cette règle sous réserve d'en informer sans délai le fonctionnaire dirigeant de l'administration, du service public ou de l'organisme d'intérêt public concerné.

§ 2. Les autres membres et agents du Cabinet ne peuvent traiter avec l'administration, le service ou l'organisme d'intérêt public concerné, que par l'intermédiaire du directeur de cabinet, ou avec son autorisation.

SECTION 4. — *Rémunération, allocations et indemnités*

Art. 10. § 1er. Il est alloué aux membres des cabinets qui ne font pas partie du personnel des ministères nationaux, des Communautés et des Régions, ou ultérieurement des services des institutions bruxelloises, une allocation de cabinet tenant lieu de traitement, fixée dans les échelles ci-après, applicables au personnel des Ministères :

- directeur de cabinet : échelle 16/1;
- directeur de Cabinet adjoint : échelle 14/1;
- conseiller et chargé de mission : échelle 13/2;
- secrétaire de cabinet, attaché et secrétaire particulier du Ministre : échelle 11/3.

§ 2. Les agents des cabinets qui ne font pas partie du personnel des ministères nationaux, des Communautés et des Régions, ou ultérieurement des services des institutions bruxelloises et qui sont affectés aux travaux d'exécution, ainsi que les gens de métier et de service, bénéficient d'une allocation de cabinet tenant lieu de traitement fixée dans les limites du traitement minimum et du traitement maximum de l'échelle attachée en régime organique, au grade des ministères correspondant à la fonction exercée, augmentée d'un supplément d'allocation qui ne peut dépasser 35 000 F. Il ne peut être fait application de l'échelle spéciale éventuellement prévue en régime transitoire, pour le personnel des ministères.

Art. 11. Les membres et agents des cabinets bénéficient des allocations familiales, de l'allocation de naissance, de l'allocation de foyer ou de résidence, du pécule de vacances, de l'allocation familiale de vacances et de l'allocation de fin d'année, aux taux et aux conditions prévus pour le personnel des ministères.

Art. 12. § 1er. En vue de l'octroi des indemnités pour frais de séjour, et en matière de frais de parcours, l'assimilation des membres et agents des cabinets aux grades de la hiérarchie administrative est établie comme suit :

- le directeur de cabinet : aux fonctionnaires des rangs 15 à 17;
- le directeur de cabinet adjoint, les conseillers et les chargés de mission : aux directeurs;
- le secrétaire de cabinet, le secrétaire particulier et les attachés : aux conseillers adjoints;
- le personnel affecté aux travaux d'exécution et les gens de métier et de service : au personnel des ministères exerçant des fonctions correspondantes.

Cette assimilation ne peut avoir pour effet de ranger dans une catégorie inférieure à celle correspondant à leur grade, les membres et agents de cabinets appartenant au personnel des ministères.

§ 2. Les membres du personnel des ministères nationaux, des services d'une Communauté ou d'une Région qui font partie d'un Cabinet et qui ont leur domicile et leur résidence administrative en dehors de la Région de Bruxelles-Capitale, peuvent bénéficier, à charge de la Région, d'un abonnement sur un moyen de transport en commun pour le trajet de leur domicile au lieu où est établi le cabinet.

La durée de l'abonnement est limitée à un mois et doit être prorogée de mois en mois. Eventuellement, la classe de l'abonnement est déterminée par le grade dont l'agent est revêtu dans son administration d'origine, conformément à la réglementation en matière de frais de parcours.

AFDELING 3. — *Benoemingen*

Art. 8. De leden en personeelsleden van het kabinet worden benoemd door het betrokken lid van de Executieve of de betrokken Staatssecretaris.

De Ministeriële besluiten houdende benoeming van de leden en personeelsleden van het kabinet van de gewestelijke Staatssecretarissen worden ter ondertekening voorgelegd aan de betrokken Staatssecretaris en aan de Minister waaraan hij is toegevoegd.

Art. 9. § 1. De Kabinetschef deelt de onderrichtingen en de dienstorders van het lid van de Executieve of van de Staatssecretaris langs hiërarchische weg mede. In dringende gevallen kan hij van deze regel afwijken mits er onverwijld kennis van te geven aan de leidende ambtenaar van de administratie van de openbare dienst of van de betrokken instelling van openbaar nut.

§ 2. De andere leden en personeelsleden van het kabinet mogen slechts handelen met de administratie, de dienst of de betrokken instelling van openbaar nut langs de Kabinetschef om of met zijn toestemming.

AFDELING 4. — *Bezoldigingen, toelagen en vergoedingen*

Art. 10. § 1. Aan de leden van de kabinetten die geen deel uitmaken van het personeel van de nationale ministeries, van de Gemeenschappen en van de Gewesten of later van de diensten van de Brusselse instellingen wordt een kabinetstoelage toegekend geldend als wedde en vastgesteld in de hiernavolgende schalen toepasselijk op het personeel van de ministeries :

- Kabinetschef : schaal 16/1;
- Adjunct-kabinetschef : schaal 14/1;
- Adviseur en Oprachthouder : schaal 13/2;
- Kabinetssecretaris, Attaché een Privé-secretaris van de Minister : schaal 11/3.

§ 2. De personeelsleden van de kabinetten die geen deel uitmaken van het personeel van de nationale ministeries, van de Gemeenschappen en van de Gewesten of later van de diensten van de Brusselse instellingen en die met de uitvoeringstaken belast zijn alsmede het vak- en dienstpersoneel ontvangen een kabinetstoelage geldend als wedde en vastgesteld binnen de perken van de minimumwedde en de maximumwedde van de in organiek stelsel aan de graad van de ministeries die met de uitgeoefende functie overeenstemt verbonden schaal, verhoogd met een bijkomende toelage die niet meer dan 35 000 F mag bedragen. De eventueel, in overgangsstelsel voor het personeel van de ministeries voorziene bijzondere schaal mag niet worden toegepast.

Art. 11. De leden en personeelsleden van de kabinetten ontvangen kinderbijslag, geboortepremie, haard- of standplaatsvergoeding, vakantiegeld, gezinsvakantiegeld en eindejaarspremie volgens het bedrag en de voorwaarden voorzien voor het personeel van de ministeries.

Art. 12. § 1. Met het oog op de toekenning van de vergoedingen voor verblijfs- en verplaatsingskosten geschiedt de assimilatie van de leden en personeelsleden van de kabinetten met de graden van de administratieve hiërarchie als volgt :

- de Kabinetschef : met de ambtenaren van de rangen 15 tot 17;
- de Adjunct-kabinetschef, de adviseurs en de oprachthouders : met de direkteurs;
- de Kabinetssecretaris, de privé-secretaris en de attachés : met de adjunct-adviseurs;
- het personeel belast met uitvoeringstaken het vak- en dienstpersoneel : met het personeel van de ministeries die overeenstemmende functies uitoefenen.

Deze assimilatie mag niet tot gevolg hebben dat de leden en personeelsleden van de kabinetten die tot het personeel van de ministeries behoren ondergebracht worden in een lagere categorie dan die welke met hun graad overeenstemt.

§ 2. De leden van het personeel van de nationale ministeries, van de diensten van een Gemeenschap of van een Gewest die deel uitmaken van een kabinet en die hun woonplaats en hun administratieve standplaats buiten het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest hebben kunnen, ten laste van het Gewest, een abonnement verkrijgen op het gemeenschappelijk vervoer voor het traject van hun woonplaats naar de plaats waar het kabinet gevestigd is.

De duur van het abonnement is beperkt tot een maand en moet van maand tot maand worden verlengd. Eventueel wordt de klasse van het abonnement bepaald door de graad die het personeelslid bezit in zijn oorspronkelijke administratie, overeenkomstig de reglementering inzake verplaatsingskosten.

§ 3. Le directeur de cabinet est autorisé à utiliser sa voiture personnelle pour ses déplacements de service dans les conditions prévues pour les secrétaires généraux par l'article 16 de l'arrêté royal du 16 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours.

Les autres membres et agents des cabinets peuvent être autorisés à utiliser leur voiture personnelle dans les conditions prévues dans le même arrêté pour les fonctionnaires aux quels ils sont assimilés par le présent article. Ils sont dispensés de la tenue du livret de course.

Le directeur de cabinet excepté, le total des autorisations d'utiliser une voiture personnelle ne peut dépasser 30 000 km par an et par cabinet, et 6 000 km par an et par bénéficiaire.

Art. 13. Un régime analogue à celui prévu à l'article 12, § 2, peut être appliqué aux membres et agents des cabinets qui, sans faire partie du personnel des ministères nationaux ou des services d'une Communauté ou d'une Région, appartiennent toutefois à un service de l'Etat, à un autre service public, à un organisme d'intérêt public ou à un établissement d'enseignement subventionné.

Art. 14. Il est accordé aux membres du personnel des ministères nationaux, des Communautés et des Régions et, ultérieurement, des services des institutions bruxelloises, détachés dans les cabinets, une allocation de cabinet qui ne peut dépasser les taux annuels suivants :

— directeur de cabinet :	125 000 francs;
— directeur de cabinet adjoint :	95 000 francs;
— conseiller :	85 000 francs;
— secrétaire de cabinet :	65 000 francs;
— attaché et secrétaire particulier du Ministre :	50 000 francs;
— personnel affecté aux travaux d'exécution et gens de métier et de service :	35 000 francs;

Art. 15. § 1er. La situation pécuniaire des membres et agents du Cabinet qui, sans faire partie du personnel des ministères nationaux, des Communautés et Régions et, ultérieurement, des services des institutions bruxelloises, appartient toutefois à un Service de l'Etat, à un autre service public, à un organisme d'intérêt public ou à un établissement d'enseignement subventionné, est réglée comme suit :

1^o lorsque l'employeur consent à poursuivre le paiement du traitement, l'intéressé obtient l'allocation de cabinet prévue à l'article 14. La Région rembourse éventuellement au service d'origine le traitement du membre ou agent de Cabinet augmenté, le cas échéant, des charges patronales; le traitement à prendre en charge ne peut néanmoins excéder le montant maximum de l'échelle de traitement prévu, pour le grade correspondant, par l'article 10;

2^o lorsque l'employeur suspend le paiement du traitement, l'intéressé obtient l'allocation de cabinet tenant lieu de traitement prévue à l'article 10. Cette allocation ne peut cependant pas dépasser le montant du traitement majoré de l'allocation que l'intéressé obtiendrait au cas où les dispositions du 1^o les seraient applicables.

§ 2. Le remboursement de la rémunération des membres du personnel des ministères, des Régions et des Communautés détachés dans le cabinet d'un membre de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale ou d'un Secrétaire d'Etat régional, est effectué conformément aux modalités fixées par l'Exécutif national, régional ou communautaire concerné.

Art. 16. Le membre de l'Exécutif ou le Secrétaire d'Etat, avec l'accord du Ministre auquel il est adjoint, peut accorder une allocation de départ aux personnes qui ont occupé des fonctions dans un cabinet et qui ne sont pas, soit titulaires d'une fonction dans un ministère national, une Communauté, une Région ou, ultérieurement dans les services des institutions bruxelloises, dans un service de l'Etat, ou dans un autre service public, un organisme d'intérêt public ou un établissement d'enseignement subventionné, soit titulaires d'une fonction à charge du Trésor public.

Cette allocation est égale à trois mois d'allocation de cabinet tenant lieu de traitement pour les personnes ayant occupé leurs fonctions durant une année au moins. Au-dessous de ce délai, l'allocation de départ est réduite à un mois d'allocation de cabinet.

§ 3. De Kabinetschef is ertoe gemachtigd zijn persoonlijk voertuig te gebruiken voor zijn dienstverplaatsingen, overeenkomstig de voorwaarden voorzien voor de secretarissen-generaal bij artikel 16 van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene reglementering inzake verplaatsingskosten.

De andere leden en personeelsleden van de kabinetten kunnen ertoe gemachtigd worden hun persoonlijk voertuig te gebruiken overeenkomstig de bij het zelfde besluit voorziene voorwaarden voor de ambtenaren waarmee ze bij het artikel worden geassimileerd. Zij moeten geen ritboekje bijhouden.

Met uitzondering van de Kabinetschef mag het totaal van het toegelaten gebruik van een persoonlijk voertuig niet meer bedragen dan 30 000 km per jaar en per kabinet van 6 000 km per jaar en per begunstigde.

Art. 13. Een stelsel gelijk aan dit voorzien bij artikel 12, § 2, kan worden toegepast op de leden en personeelsleden van de kabinetten die, zonder deel uit te maken van het personeel van de nationale ministeries of van de diensten van een Gemeenschap of van een Gewest, toch behoren tot een Rijksdienst, tot een andere dienst, tot een instelling van openbaar nut of tot een gesubsidieerde onderwijsinstelling.

Art. 14. Aan de leden van het personeel van de nationale ministeries, van de Gemeenschappen en Gewesten en, later, van de diensten van de Brusselse instellingen die bij de kabinetten zijn gedetacheerd wordt een kabinetstoelage toegekend die de volgende jaarbedragen niet mag overschrijden.

— Kabinetschef	125 000 frank
— Adjunct-kabinetschef	95 000 frank
— Adviseur	85 000 frank
— Kabinetssecretaris	65 000 frank
— Attaché en Privé-secretaris van de Minister	50 000 frank
— Uitvoerend personeel en vak- en dienstpersoneel	35 000 frank

Art. 15. § 1. De geldelijke toestand van de leden en personeelsleden van het kabinet die, zonder deel uit te maken van het personeel van de nationale ministeries, van de Gemeenschappen en Gewesten en, later, van de diensten van de Brusselse instellingen, toch behoren tot een Rijksdienst, tot een andere openbare dienst, tot een instelling van openbaar nut of tot een gesubsidieerde onderwijsinstelling wordt geregeld als volgt :

1^o wanneer de werkgever er in toestemt de wedde verder te blijven uitbetalen, bekomt de betrokkene de bij artikel 14 voorziene kabinetstoelage. Het Gewest betaalt eventueel aan de dienst van herkomst de wedde terug van het lid of personeelslid van het kabinet, eventueel verhoogd met de werkgeversbijdragen; de ten laste te nemen wedde mag evenwel niet hoger zijn dan het maximumbedrag van de weddeschaal voorzien voor de bij artikel 10 overeenstemmende graad.

2^o wanneer de werkgever de uitbetaling van de wedde schorst, bekomt de betrokkene de bij artikel 10 voorziene kabinetstoelage die als wedde geldt. Deze toelage mag evenwel niet hoger zijn dan het bedrag van de wedde verhoogd met de toelage die de betrokkene zou ontvangen indien de bepalingen van 1^o op hem van toepassing zouden zijn.

§ 2. De terugbetaling van de bezoldiging van de leden van het personeel van de Ministeries, van de Gewesten en van de Gemeenschappen die gedetacheerd zijn bij het kabinet van een lid van de Executieve van het Brusselse Hoogstedelijk Gewest of van een gewestelijk Staatssecretaris geschiedt overeenkomstig de modaliteiten vastgesteld door de betrokken nationale, gewestelijke of gemeenschapsexecutieve.

Art. 16. Het lid van de Executieve of de Staatssecretaris kan, mits het akkoord van de Minister waar hij is aan toegevoegd, een vertrektoelage toekennen aan de personen die functies hebben vervuld in een kabinet en die niet, hetzij een functie bekleden in een nationaal ministerie, een Gemeenschap, een Gewest of, later, in de diensten van de Brusselse instellingen, in een rijksdienst of in een andere openbare dienst, een instelling van openbaar nut of een gesubsidieerde onderwijsinstelling, hetzij een functie bekleden ten laste van de Schatkist.

Deze toelage is gelijk aan drie maand kabinetstoelage geldend als wedde voor de personen die hun functie gedurende ten minste één jaar hebben uitgeoefend. Is deze termijn minder lang dan wordt de aanvangstoelage verminderd tot een maand kabinetstoelage.

En outre, pour les membres des cabinets visés à l'article 10, § 1er, qui ont exercé une activité complète pendant deux ans au moins, une allocation de départ est octroyé par le membre de l'Exécutif pour chacun des quatrième, cinquième et sixième mois suivant la cessation des fonctions au cabinet, à la condition que pendant le mois considéré, l'intéressé n'ait pas encore repris une quelconque activité professionnelle.

Par dérogation à l'alinéa 1er, le membre de l'Exécutif ou le Secrétaire d'Etat, avec l'accord du Ministre auquel il est adjoint, peut accorder une allocation forfaitaire de départ aux personnes qui ont occupé des fonctions dans un cabinet et qui sont exclusivement titulaires, soit d'une ou de plusieurs fonctions incomplètes dans un ministère ou ultérieurement dans les services des institutions bruxelloises, d'une Communauté ou d'une Région, d'un Service de l'Etat, un autre Service public, un organisme d'intérêt public ou un établissement d'enseignement subventionné, soit d'une ou plusieurs pensions à charge du Trésor public se rapportant à une ou à des carrières incomplètes.

Dans ce cas, l'allocation de départ, établie conformément au deuxième alinéa du présent article, est diminuée de la somme totale qui est due à l'intéressé, pour la période correspondante, soit comme rémunération des fonctions incomplètes, soit comme pension.

Pour la fixation de l'allocation de départ, le supplément d'allocation visé à l'article 10, § 2, et les allocations prévues aux articles 14 et 18 n'entrent pas en ligne de compte.

L'allocation de départ prévue par le présent article ne doit pas être soumise à la retenue des cotisations de la sécurité sociale; elle ne peut donner lieu à l'octroi des allocations familiales dues en vertu des dispositions de l'article 41, alinéa 2, des lois coordonnées; éventuellement, celles-ci doivent être payées par l'Office national des allocations familiales pour travailleurs salariés, sur la base des dispositions de l'article 6 de l'arrêté royal n° 49 du 24 octobre 1967 relatif aux prestations familiales revenant aux chômeurs.

La période couverte par l'allocation de départ ne peut être prise en considération pour le calcul de pécule de vacances.

Il n'est dû aucune allocation de départ aux personnes qui cessent leurs fonctions de leur plein gré.

Art. 17. Il est accordé aux chauffeurs de voiture des Cabinets :

1° une allocation forfaitaire mensuelle de 4 000 francs;

2° une indemnité forfaitaire d'un montant maximum de 35 000 francs par an.

L'allocation forfaitaire mensuelle est portée à 7 000 francs pour le chauffeur personnel du membre de l'Exécutif ou du Secrétaire d'Etat, le supplément de 3 000 francs couvrant le surcroît de prestations extraordinaires auquel donnent lieu les déplacements du membre de l'Exécutif et du Secrétaire d'Etat. Celui-ci peut, d'après les prestations accomplies, modifier l'attribution de ce supplément et en opérer la répartition entre chauffeurs du cabinet.

L'arrêté du Régent du 30 mars 1950 réglant l'octroi d'allocations pour prestations à titre exceptionnel, l'arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des ministères ainsi que le supplément d'allocation et l'allocation de cabinet prévus aux articles 10 et 14 du présent arrêté ne leur sont pas applicables.

Art. 18. § 1er. Les indemnités et allocations prévues aux articles 10, 11, 14 et 17 sont payées mensuellement à terme échu. L'indemnité ou l'allocation du mois est égale à 1/12 du montant annuel. Lorsque l'indemnité ou l'allocation du mois n'est pas due entièrement, elle est payée en trentièmes, conformément à la règle prévue par le statut pécuniaire du personnel des ministères.

§ 2. Les indemnités et allocations prévues aux articles 10, 11, 14 et 17 sont liées aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément aux modalités fixées par la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation; à cet effet, elles sont rattachées à l'indice 114,20.

Bovendien kan aan de leden van de bij artikel 10, § 1, bedoelde leden van de kabinetten die een volledige activiteit hebben uitgeoefend gedurende ten minste twee jaar, een vertrektoelage gelijk aan een maand kabinetstoelage worden toegekend door het lid van de Executieve voor elk van de vierde, vijfde en zesde maand volgend op de stopzetting van de functies of het kabinet, op voorwaarde dat tijdens de bedoelde maand, de betrokkene geen enkele beroepsactiviteit heeft hervat.

Bij afwijking van het 1e lid, kan het lid van de Executieve of de Staatssecretaris, mits het akkoord van de Minister waar hij is aan toegevoegd een forfaitaire vertrektoelage toekennen aan de personen die functies hebben uitgeoefend in een ministerie of later in de diensten van de Brusselse instellingen, van een Gemeenschap of van een Gewest, van een Rijksdienst, een andere openbare dienst, een instelling van openbaar nut of een gesubsidieerde onderwijsinstelling of die één of meer pensioenen ontvangen ten laste van de Schatkist voor één of meer onvolledige loopbanen.

In dat geval wordt de overeenkomstig het tweede lid van dit artikel vastgestelde vertrektoelage verminderd met de totale som die aan de betrokkene is verschuldigd voor de overeenstemmende periode, hetzij als bezoldiging voor de onvolledige functies, hetzij als pensioen.

Voor de vaststelling van de vertrektoelage komen de bij artikel 10, § 2 bedoelde bijkomende toelage en de bij de artikelen 14 en 18 bedoelde toelagen niet in aanmerking.

Voor de bij dit artikel voorziene vertrektoelage moet er geen afhouding van sociale zekerheidsbijdragen worden verricht; de toelage geeft geen aanleiding tot uitkering van kinderbijslag verschuldigd krachtens de bepalingen van artikel 41, 2e lid van de gecoördineerde wetten; eventueel moeten deze uitgekeerd worden door de Rijksdienst voor Kinderbijslag voor Werknemers op basis van de bepalingen van artikel 6 van het koninklijk besluit nr. 49 van 24 oktober 1967 betreffende de aan werklozen verschuldigde gezinsprestaties.

De periode waarvoor de vertrektoelage geldt kan niet in aanmerking worden genomen voor het berekenen van het vakantiegeld.

Geen enkele toelage wegens vertrek is verschuldigd aan personen die vrijwillig hun functies stopzetten.

Art. 17. Aan de autobestuurders van de kabinetten worden toegekend :

1° een forfaitaire maandelijks toelage van 4 000 F;

2° een forfaitaire vergoeding met een maximum bedrag van 35 000 F per jaar.

De forfaitaire maandelijks toelage wordt gebracht op 7 000 F voor de persoonlijke chauffeur van het lid van de Executieve of van de Staatssecretaris. Het bijkomend bedrag van 3 000 frank dekt de buitengewone bijkomende prestaties waartoe de verplaatsingen van het lid van de Executieve of van de Staatssecretaris aanleiding geven. Deze laatste kunnen naar gelang van de geleverde prestaties de toekenning van dit bijkomend bedrag wijzigen en het verdelen tussen de chauffeurs van het Kabinet.

Het besluit van de Regent van 30 maart 1950 tot regeling van de toekenning van toelagen voor uitzonderlijke prestaties, het koninklijk besluit van 24 december 1964 houdende vaststelling van de vergoedingen van verblijfskosten van de personeelsleden van de ministeries alsmede de bijkomende toelage en de kabinetstoelage voorzien bij de artikelen 10 en 14 van dit besluit zijn er niet van toepassing op.

Art. 18. § 1. De vergoedingen en toelagen voorzien bij de artikelen 10, 11, 14 en 17 worden maandelijks na verloop van de termijn uitbetaald. De vergoeding of de toelage van de maand is gelijk aan 1/12e van het jaarbedrag. Wanneer de vergoeding of de toelage van de maand niet volledig verschuldigd is, wordt zij in dertigsten uitbetaald overeenkomstig de regels voorzien in het geldelijk statuut van het personeel van de ministeries.

§ 2. De vergoedingen en toelagen voorzien bij de artikelen 10, 11, 14 en 17 zijn gebonden aan de schommelingen van het indexcijfer van kleinhandelsprijzen overeenkomstig de modaliteiten vastgesteld bij de wet van 2 augustus 1971 tot regeling van een stelsel van binding aan het indexcijfer van de kleinhandelsprijzen; derhalve geldt het indexcijfer 114,20.

SECTION 4. — Dispositions diverses

Art. 19. Le directeur d'un cabinet peut être autorisé par arrêté de l'Exécutif à porter le titre honorifique de ses fonctions, à condition de les avoir exercées durant deux années au moins.

Art. 20. Sur présentation d'une déclaration de créance approuvée par le membre de l'Exécutif ou le Secrétaire d'Etat concerné, le Directeur de Cabinet, les Directeurs de Cabinet adjoints, le Secrétaire de Cabinet, le Secrétaire particulier, le chauffeur du membre de l'Exécutif ou du Secrétaire d'Etat et le chauffeur du Directeur de Cabinet peuvent obtenir le remboursement des frais inhérents à l'usage, pour les besoins du cabinet, du raccordement téléphonique établi à leur domiciles.

Dans l'hypothèse où l'abonnement de téléphone a été souscrit en exécution d'une décision du membre de l'Exécutif ou du Secrétaire d'Etat concerné, le remboursement visé à l'alinéa précédent peut comprendre les frais et redevance de raccordement et d'abonnement.

Art. 21. D'une manière générale, il ne peut être dérogé aux dispositions du présent arrêté que de l'accord du Ministre-Président de l'Exécutif.

Toutefois, si une dérogation nécessite un accroissement des crédits réservés au cabinet d'un Ministre ou d'un Secrétaire d'Etat, l'accord préalable du Ministre qui a le budget dans ses attributions est également requis.

Bruxelles, le 12 juillet 1989.

Le Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale,
Ministre de l'Aménagement du Territoire,
des Pouvoirs locaux et de l'Emploi,

Ch. PICQUE

Le Ministre des Finances, du Budget,
de la Fonction publique et des Relations extérieures,

J. CHABERT

Le Ministre du Logement, de l'Environnement,
de la Conservation de la Nature et de la Politique de l'Eau,

G. DESIR

Le Ministre de l'Economie,

R. GRIJP

Le Ministre des Travaux publics, des Communications
et de la Rénovation des sites d'activités économiques désaffectés,

J.-L. THYS

AFDELING 4. — Allerhande bepalingen

Art. 19. Een kabinetschef kan er bij besluit van de Executieve toe gemachtigd worden de eretitel van zijn functie te dragen op voorwaarde dat hij deze gedurende ten minste twee jaar heeft uitgeoefend.

Art. 20. Op voorlegging van een schuldverklaring goedgekeurd door het betrokken lid van de Executieve of de betrokken Staatssecretaris kunnen de Kabinetschef, de Adjunct-kabinetschef, de Kabinetssecretaris, de Privé-secretaris, de chauffeur van het lid van de Executieve of van de Staatssecretaris en de chauffeur van de Kabinetschef terugbetaling bekomen van de kosten voor het gebruik, ten behoeve van het Kabinet, van de in hun woning opgestelde telefoon.

In het geval het telefoonabonnement werd afgesloten in uitvoering van een beslissing van het betrokken lid van de Executieve of van de betrokken Staatssecretaris, kan de in vorig lid bedoelde terugbetaling de kosten van aansluiting en abonnement omvatten.

Art. 21. Algemeen gezien kan er niet worden afgeweken van de bepalingen van dit besluit tenzij met het akkoord van de Minister-Voorzitter van de Executieve. Indien evenwel een afwijking een verhoging vereist van de voor het Kabinet van een Minister of van een Staatssecretaris bestemde kredieten is de voorafgaandelijke toestemming van de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort eveneens vereist.

Brussel, 12 juli 1989.

De Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve
Minister van Ruimtelijke Ordening,
Ondergeschikte Besturen en Tewerkstelling,

Ch. PICQUE

De Minister van Financiën, Begroting,
Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

J. CHABERT

De Minister van Huisvesting, Leefmilieu,
Natuurbehoud en Waterbeleid,

G. DESIR

De Minister van Economie,

R. GRIJP

De Minister van Openbare Werken,
Verkeer en Vernieuwing van Afgedankte Bedrijfsruimten,

J.-L. THYS